

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 4/05/2009 au 8/05/2009

061

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE	
Présidence	3
COMMISSIONS	
Réunions de commissions	5
SÉANCE PLÉNIÈRE	
Projets de loi et propositions	29
Questions orales	30
Délégation étrangère	32
Communication	32
Votes nominatifs sur les motions	33
COMMUNIQUÉS DE PRESSE	35
PUBLICATIONS	37

CONSEIL DES MINISTRES	39
------------------------------	----

ANNEXES	
Demandes d'interpellations	45
Projets de loi, propositions et rapports de commission	47
Avis du Conseil d'Etat	49

ADDENDA	51
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	53



SEMAINE DU 4 MAI AU 8 MAI 2009



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENTE

LUNDI 16 ET MARDI 17 MARS 2009

VISITE D'ÉTUDE D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DES REPRÉSENTANTS D'IRAK AU PARLEMENT FÉDÉRAL

Une délégation parlementaire du Conseil des représentants de la République d'Irak a entrepris une mission d'étude au Parlement fédéral les 16 et 17 mars 2009.

La mission d'étude a été organisée à l'initiative du « NDI - National Democratic Institute for International Affairs », une institution américaine visant au renforcement du processus démocratique dans les démocraties émergentes.

La délégation était composée des présidents et vice-présidents des douze commissions de l'Assemblée.

La délégation a été reçue en audience par Monsieur P. Dewael, président de la Chambre.



Madame Mia De Schamphelaere, présidente de la Commission Justice, et Monsieur Jean-Luc Crucke, président de la Commission Pétitions, ont également assisté à l'audience.

Les thèmes suivants furent abordés lors de l'entretien :

- Les compétences législatives du Parlement belge et le contrôle de la Chambre sur le gouvernement fédéral ;
- Le rôle de la majorité et de l'opposition et la notion de concertation dans le système politique belge ;
- La répartition de travail entre les commissions et la séance plénière ;
- Le rôle de la Cour Constitutionnelle belge ;
- La fédéralisation de la Belgique et le processus d'intégration européen et le risque de surrégulation qui va de pair avec celui-ci.



Le président du Sénat s'entretint avec les députés irakiens à l'occasion d'un déjeuner de travail offert à la présidence du Sénat.

La délégation eut également un entretien avec MM. Georges Dallemagne, premier vice-président de la commission des Relations extérieures de la Chambre et François Roelants du Vivier, premier vice-président de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat.

La délégation rencontra les membres du groupe d'amitié régional Moyen-Orient Afrique du Nord de l'UIP à l'occasion d'un déjeuner de travail offert par M. François-Xavier de Donnea, président du groupe d'amitié.

La délégation eut un échange de vues avec M. Dirk Van der Maelen, vice-président de la Chambre concernant le rôle joué par l'opposition parlementaire à la Chambre.

Des exposés furent donnés par des fonctionnaires de la Chambre et du Sénat concernant :

- le fonctionnement et les compétences de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- le système fédéral belge et le partage des responsabilités entre les différents niveaux de pouvoir ;
- le rôle des commissions parlementaires dans le processus législatif et l'encadrement administratif des commissions ;
- le système électoral fédéral.

Il y eut également un échange de vues avec des secrétaires de groupes politiques concernant le rôle des groupes politiques au sein de l'Assemblée.

Enfin, les députés irakiens eurent l'occasion de rendre visite à la Cour constitutionnelle et au Parlement Flamand.



COMMISSIONS

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidente : Mme Hilde Vautmans

➤ **LUNDI 4 MAI 2009**

1. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le nonaccès d'enfants au Bethlehem Arab Society for Rehabilitation" (n° 12357).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a répondu.

2. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les droits de l'homme en Turquie" (n° 12439).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a répondu.

3. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le système chinois de navigation par satellite 'Compass'" (n° 12517).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a répondu.

4. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la 'Former Yugoslav Republic of Macedonia'" (n° 12750).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a répondu.

5. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les tensions politiques au Congo" (n° 12885).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a répondu.



➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Suivi des résolutions adoptées par la Chambre.

- Echange de vues avec le ministre de la Coopération au développement.

- Rapporteur : M. Xavier Baeselen.

- Exposé du ministre de la Coopération au développement.

- Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens, Francis Van den Eynde, Xavier Baeseleer et Wouter De Vriendt et Mme Hilde Vautmans.

2. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Coopération au développement sur "la criminalisation de l'homosexualité au Burundi" (n° 12223).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au développement sur "la criminalisation de l'homosexualité au Burundi" (n° 12254).

- Question de M. Bruno Tuybens au ministre de la Coopération au développement sur "la criminalisation de l'homosexualité au Burundi" (n° 13083).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

3. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au développement sur "le suivi de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement" (n° 12422).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

4. Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Coopération au développement sur "les efforts déployés dans le cadre de la lutte contre le sida/HIV+" (n° 12492).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

5. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "l'aide civile fournie à l'Afghanistan" (n° 12494).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

6. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Coopération au développement sur "le paiement tardif de factures" (n° 12506).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

7. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "l'aide à la République démocratique du Congo" (n° 12832).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Coopération au développement sur "la situation des personnes LGBT dans les pays partenaires de la coopération au développement belge" (n° 13079).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 mai 2009.



“Fraude fiscale”

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 4 MAI 2009**

Réunion de travail.

- Après une deuxième lecture, les propositions de recommandations, ont, à quelques exceptions près, été adoptées.

➤ **MARDI 5 MAI 2009**

1. Echange de vues avec 14 fonctionnaires qui, par la lettre du 2 mai 2007, ont demandé la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les grands dossiers de fraude fiscale: Mesdames Michèle Belot en Ida Charlotheaux et MM. Geoffroy Begasse de Dhaem, Rudy Breynaert, Daniel Dethier, Paul Dumbruch, José Heuse, Ahmed Laaouej, Christian Lesage, Jean Pottie, Jacques Ray, Hervé Redant, Jacques Solioz et Albert Vandesande.

- Sont intervenus : MM. Geoffroy Begasse de Dhaem, Rudy Breynaert, Paul Dumbruch et Albert Vandesande ainsi que MM. Jean-Marc Nollet et Dirk Van der Maelen.

2. Approbation des recommandations et votes – Discussion des points restés en suspens.

- Les constatations et les recommandations ont été adoptées, en deuxième lecture.

➤ **JEUDI 7 MAI 2009**

Approbation du rapport de MM. Jean-Marc Nollet, Raf Terwingen et Alain Mathot.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 4 MAI 2009**

1. Question de M. Luk Van Biesen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'accès aux couloirs d'autobus libres pour le transport de personnes handicapées" (n° 11928).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Josée Lejeune au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "les convois exceptionnels" (n° 12070).



- Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'accompagnement des convois exceptionnels" (n° 12749).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

3. Question de Mme Josée Lejeune au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'immatriculation des cyclomoteurs" (n° 12522).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

4. Question de M. Roel Deseyn au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la précision du test de contrôle des suspensions lors du contrôle technique" (n° 12597).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la construction d'un terminal low-cost à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 12678).

- Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le terminal 'low cost' à l'aéroport de Zaventem" (n° 12721).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la légalité de la construction du terminal low-cost AZUR" (n° 12794).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Georges Dallemagne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'utilisation de la piste d'atterrissage 02 au cours de la matinée du mercredi 15 avril 2009" (n° 12682).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'utilisation de la piste 02/20 dans le cadre du plan d'organisation des routes aériennes" (n° 12876).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

7. Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'indexation supplétive pour le transport par route" (n° 12743).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

8. Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le paiement de factures à 30 jours dans le secteur du transport routier" (n° 12744).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

9. Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'interdiction de dépasser pour les poids lourds" (n° 12746).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.



10. Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la révision du catalogue des amendes" (n° 12814).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

11. Question de M. Josy Arens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le rôle de la Caisse des Dépôts et Consignations" (n° 12815).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

12. Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le détecteur de radar "légal"" (n° 12981).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

13. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'éventuelle exemption du contrôle des temps de conduite et de repos pour le transport non professionnel de matériel pour des camps de jeunes" (n° 13014).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Jef Van den Bergh, François Bellot, Valérie De Bue, Jenne De Potter, David Lavaux, Ludo Van Campenhout, Bruno Van Grootenbrulle, Josy Arens, Roel Deseyn) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne le recours à l'alcolock, n° 1856/1 et 2.

- Proposition de loi (Josy Arens) complétant les lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière, en vue de rendre obligatoire l'installation d'alcolocks dans certains véhicules, n° 1339/1.

- Rapporteur : M. Roel Deseyn.

- Exposé introductif de M. Jef Van den Bergh.

- La commission a décidé à l'unanimité de prendre le texte de la proposition de loi n° 1856/1 comme texte de base pour la discussion.

- La discussion générale a été entamée.

- Des amendements ont été déposés par M. Van den Bergh.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander au Président de la Chambre de demander l'avis du service juridique de la Chambre sur les amendements n°s 1 à 6 à la proposition de loi n° 1856.

3. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la circulation des cyclistes aux carrefours équipés de signaux lumineux, n° 702/1.

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.

- Exposé introductif de M. Jan Mortelmans.

- La discussion générale a été entamée.



4. Propositions de loi jointes :

- Proposition de résolution (David Geerts, Bruno Van Grootenbrulle) visant à protéger le patrimoine culturel, à promouvoir la sécurité routière et à préserver l'espace public, n° 417/1.
 - Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke, Muriel Gerken, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Georges Gilkinet, Jean-Marc Nollet) relative à la création d'une vignette "Ecoscore" pour les véhicules, n° 764/1.
 - Proposition de loi (Tinne Van der Straeten, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Muriel Gerken, Georges Gilkinet, Jean-Marc Nollet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Stefaan Van Hecke, Fouad Lahssaini) concernant l'instauration de zones écologiques dans les villes et communes, n° 1108/1 à 3.
- (Rapporteurs : MM. Jenne De Potter et Jef Van den Bergh).

- La proposition de résolution n° 417 a été retirée.
- La discussion générale de la proposition de résolution n° 764 et de la proposition de loi n° 1108 a été poursuivie.
- Des amendements ont été déposés par Mme Snoy et d'Oppuers.
- La commission a décidé à l'unanimité de poursuivre la discussion de la proposition de résolution lors de sa réunion du 13 mai.
- La discussion de la proposition de loi n° 1108 a été clôturée.
- L'article 1 ainsi que l'ensemble de la proposition de loi ont été rejetés par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

5. Proposition de loi (Christian Brotcorne, Joseph George, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Josy Arens) modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière en vue de supprimer le mécanisme des décimes additionnels pour les amendes de roulage, n°s 78/1 et 2.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé introductif de M. David Lavaux.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander au Président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.

Prochaine réunion : mercredi 13 mai 2009.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 5 MAI 2009**

1. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Christian Brotcorne, Maggie De Block, Mathias De Clercq, Herman De Croo, Gerald Kindermans, Marie-Christine Marghem, Nathalie Muylle) modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en ce qui concerne les droits à la la pension des indépendants à titre accessoire, n° 1247/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).



- Dans le cadre de la discussion des deux premiers points, la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a présenté un exposé introductif sur le statut social des indépendants. Elle a ensuite répondu aux questions de MM. Willem-Frederik Schiltz, Bart Laeremans et Koen Bultinck.

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a également développé sa position.

- La discussion est suspendue jusqu'à ce que le rapport de la Cour des comptes sur les aspects budgétaires soit disponible.

2. Proposition de loi (Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Bart Laeremans, Bruno Valkeniers, Gerolf Annemans) modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, n° 589/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a développé sa position.

- La discussion est suspendue jusqu'à ce que le rapport de la Cour des comptes sur les aspects budgétaires soit disponible.

3. Proposition de loi (Philippe Henry, Tinne Van der Straeten, Jean-Marc Nollet, Wouter De Vriendt, Stefaan Van Hecke, Muriel Gerkens, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers) modifiant les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat afin d'instaurer un monitoring de la recherche et développement en Belgique, n° 72/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Joseph George).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a développé sa position.

- La discussion a été entamée. Sont intervenus : MM. David Clarinval, Philippe Henry et Willem-Frederik Schiltz.

- Trois amendements ont été déposés par M. Clarinval.

- Les deux premiers amendements ont été déclarés irrecevables (Rgt, art. 72, 3).

4. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le paiement de factures à 30 jours dans le secteur du transport routier" (n° 12745).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la suppression des conditions d'exercice de la profession dans l'horeca" (n° 12925).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'enquête de satisfaction sur la journée d'étude relative aux dossiers individuels de la police des étrangers" (n° 12878).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



7. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la nécessité pour le guichet unique de disposer d'informations en langue allemande" (n° 12941).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 mai 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 5 MAI 2009**

1. Présentation du rapport annuel 2008 du Centre fédéral d'expertise des soins de santé.

- Rapporteur : M. Jacques Otlet.

2. Etat des lieux présenté par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur le nouveau virus de grippe (AH1N1).

3. Proposition de résolution (Florence Reuter, Katia della Faille de Leverghem, Maya Detiège, Camille Dieu, Muriel Gerkens, Véronique Salvi, Tinne Van der Straeten) relative aux soins pédiatriques à domicile, n° 1845/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux).

- La discussion a été poursuivie.

4. Proposition de résolution (Yolande Avontroodt, Mark Verhaegen, David Clarinval, Christine Van Broeckhoven, Jean Cornil, Brigitte Wiaux) relative aux nanosciences et aux nanotechnologies, n°s 1811/1 et 2.

Amendement de M. Philippe Henry et consorts.

- Rapporteur : Mme Christine Van Broeckhoven.

- La discussion a été clôturée.

- Des amendements ont été déposés par M. Bultinck, M. Henry et M. Clarinval.

- Les considérants ont été adoptés.

- Les amendements n°s. 3 et 6 à 10 ont été adoptés.

- L'ensemble de la proposition de résolution, telle qu'amendée, a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le nouveau NEHAP" (n° 12563).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



2. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la limitation du spam et de l'émission de CO2 qui en résulte" (n° 12726).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'ameublement durable" (n° 12801).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des festivals durables" (n° 12935).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'attribution de quotas d'émission de CO2 au secteur de l'aviation" (n° 13108).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'usage de la dotation aux CPAS en vertu de l'article 5 §3 de la loi du 2 avril 1965" (n° 12106).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le rapport annuel unique des CPAS" (n° 12124).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "une collaboration plus étroite entre les services pour l'emploi et les CPAS" (n° 12471).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les contrats de villes durables" (n° 12782).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "une circulaire ministérielle relative aux demandeurs d'asile" (n° 12805).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'aide dans l'urgence des personnes ne pouvant être accueillies par Fedasil et le soutien aux CPAS" (n° 13060).



- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les décisions gouvernementales pour répondre au défi de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 13061).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 mai 2009.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Présidente : Mme Yolande Avontroodt

➤ **MARDI 5 MAI 2009**

1. Entretien avec des représentants de la SPP Politique scientifique sur le thème: "l'application de la pharmacogénomique pour un diagnostic et une thérapie personnalisés en Belgique".

- M. Van Doninck, directeur général du SPP Politique scientifique, et M. Hulstaert du Centre fédéral d'expertise des soins de Santé, ont présenté un exposé introductif.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : M. Philippe Henry, Mme Christine Van Broeckhoven, MM. Willem-Frederik Schiltz et David Clarinval, Mmes Yolande Avontroodt, Muriel Gerkens et Brigitte Wiaux et M. Hagen Goyvaerts.

2. Ordre des travaux (Collaboration avec le Groupe de travail "Espace" du Sénat).

Prochaine réunion : mardi 9 juin 2009.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 5 MAI 2009**

1. Question de M. Christian Brotcorne à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le blocage du dossier du statut des employés des conservateurs des hypothèques au sein du ministère des Pensions" (n° 12768).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les droits des commandants des pompiers en matière de pension dans le cadre des task forces relatives à la réforme des services d'incendie" (n° 12781).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.



3. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'ajout des rentes fictives d'assurances vie à la pension dans le cadre des prélèvements fiscaux et para-fiscaux" (n° 12921).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'instauration d'une pension complémentaire obligatoire" (n° 12978).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'indemnité de volontariat" (n° 12184).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de M. Pierre-Yves Jeholet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les pratiques salariales des Mutualités socialistes" (n° 12938).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la détermination du rang dans le cadre de l'octroi des allocations familiales" (n° 12957).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le versement de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration" (n° 12102).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de M. Ben Weyts à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le nombre de commissions, de conseils consultatifs, de comités et d'autres organes ressortissant à sa compétence" (n° 12465).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a transmis une réponse écrite.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Hilâl Yalçın à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les mesures contre la fraude et l'utilisation abusive des cartes de stationnement pour les personnes handicapées" (n° 12888).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les cartes de stationnement délivrées aux personnes handicapées" (n° 12959).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.



11. Question de Mme Sonja Becq sur “la convention relative aux droits des personnes handicapées” (n° 13057).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

12. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem sur “l'octroi d'une carte de parking aux patients atteints de la maladie de Crohn” (n° 13078).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 mai 2009.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Questions jointes :

- Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur “la proposition du secrétaire d'État permettant aux fraudeurs de bénéficier d'une transaction” (n° 12920).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur “l'extension du règlement transactionnel” (n° 13015).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

2. Ordre des travaux ;

Rapport annuel de la Cour de Cassation

- La commission a décidé d'inviter la Cour de Cassation à venir présenter son rapport annuel le mardi 19 mai 2009.

Auditions sur le terrorisme;

- La commission a décidé de poursuivre les auditions relatives à l'évaluation des lois sur le terrorisme.

La problématique de la traite des êtres humains;

- Une discussion a eu lieu.



Pétitions;

- La commission a pris connaissance de deux pétitions qui lui ont été adressées par le Président de la Chambre.

Proposition de loi (Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen) complétant le Code pénal en vue de lutter contre la violence psychique, n° 1870/1 : demande d'avis au Conseil d'Etat;

- La commission a décidé de demander au Président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.

3. Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Joseph George) visant à modifier des règles relatives à l'intervention du ministère public dans le cadre du contentieux disciplinaire des magistrats, n° 1234/1.

- Rapporteur : M. Raf Terwingen.
- Exposé introductif de Mme Clotilde Nyssens.
- La discussion générale a été entamée.

4. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code civil et le Code des droits de succession en ce qui concerne le paiement libératoire dans le cadre d'un héritage et visant à mettre un certain montant à la disposition du conjoint ou cohabitant légal survivant, n°s 1633/1 à 4.

Amendements de MM. Raf Terwingen, Servais Verherstraeten et Renaat Landuyt.

- Proposition de loi (David Geerts, Hans Bonte, Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les problèmes temporaires de liquidités auxquels sont confrontés les survivants, n° 450/1.

- Proposition de loi (Jean-Luc Crucke, Pierre-Yves Jeholet) visant à mettre immédiatement à disposition du conjoint ou du cohabitant légal survivant un montant maximum avant le règlement de la succession, n° 922/1.

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code des droits de succession et le Code civil en vue de mettre un certain montant à la disposition du partenaire survivant, n° 701/1.

(Clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Carina Van Cauter et Valérie Déom).

- Des amendements ont été déposés par MM. Giet, Terwingen, Hamal et Mmes Marghem et Van Cauter.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Les amendements n°s 1 à 10 et 13 à 19 ont été adoptés.

Prochaine réunion : mardi 12 mai 2009.



Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Question de Mme Clotilde Nyssens à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'injection forcée de produits calmants chez des détenus dans les centres fermés" (n° 12273).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

2. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'accord de réadmission avec le Kosovo" (n° 12392).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

3. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les familles composées de parents brésiliens et d'enfants belges" (n° 12474).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "des demandeurs d'asile atteints de la tuberculose" (n° 12626).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les réfugiés clandestins à Ostende" (n° 12834).

- Question de M. Koen Bultinck à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'afflux d'illégaux à Ostende" (n° 12843).

- Question de M. Wouter De Vriendt à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les sans-papiers à Ostende" (n° 12919).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le non-respect par l'Office des Étrangers de décisions de justice" (n° 12845).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le non-respect par l'Office des étrangers des décisions de justice et la multiplication des recours" (n° 13110).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la problématique des sans terres réfugiés climatiques" (n° 12964).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.



8. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'effet sur l'asile de l'ouverture du marché de l'emploi à de nouveaux pays européens" (n° 13062).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de Mme Clotilde Nyssens à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les biens des personnes détenues en centres fermés" (n° 13088).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'étudiant camerounais empêché de terminer ses études" (n° 13111).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif - Transmis par le Sénat sous la législature précédente et relevé de caducité, n° 1939/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Renaat Landuyt, Stefaan Van Hecke) modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, n° 978/1.

- Rapporteur : M. Michel Doomst.

- Exposés introductifs du ministre de l'Intérieur et de M. Stefaan Van Hecke.

- La discussion générale a été entamée.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander au Président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat et de la commission de la Justice.

12. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la collaboration entre différentes zones de police" (n° 12483).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de l'Intérieur sur "une collaboration entre le service d'aide aux victimes et la police lors de l'annonce d'une mauvaise nouvelle" (n° 12519).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Interpellation de M. Filip De Man au ministre de l'Intérieur sur "une série d'accusations dans un courrier à l'encontre du ministre de l'Intérieur" (n° 311).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.

15. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le déploiement des forces de police lors du Tour des Flandres" (n° 12550).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



16. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "la prévention des incendies domestiques" (n° 12609).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "la carte d'identité électronique des personnes âgées de plus de 75 ans" (n° 12611).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le dossier Fernand Koekelberg" (n° 12612).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de l'Intérieur sur "l'audit de la SA ASTRID" (n° 12713).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de l'Intérieur sur "le vol de panneaux solaires" (n° 12767).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les conclusions de la task force sécurité routière" (n° 12775).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le fonctionnement du nouveau moteur salarial central" (n° 12776).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de l'Intérieur sur "l'homme abattu par la police à Schaerbeek" (n° 12792).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'action qui pourrait éventuellement être menée contre la détective privée, Mme Ceyskens" (n° 12778).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les mesures de sécurité prévues lors du sommet sur l'enseignement à Louvain" (n° 12779).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



26. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la collaboration entre le SPF Intérieur et les autorités locales en matière de sécurité intégrale" (n° 12780).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de l'Intérieur sur "les formations des sapeurs-pompiers de Braine-le-Comte" (n° 12786).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Jan Peeters au ministre de l'Intérieur sur "la nomination d'un nouveau commissaire du gouvernement auprès de l'AFCN" (n° 12793).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "la publicité des audits de l'AIG" (n° 12822).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de sécurité sur les lignes ferroviaires" (n° 12824).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "le pécule de vacances des aspirants inspecteurs" (n° 12825).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation de systèmes informatiques différenciés" (n° 12826).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "la différenciation de traitement à l'égard des titulaires d'un diplôme supérieur à la police fédérale" (n° 12827).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la campagne 'ton eID ça simplifie'" (n° 12835).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le 'teambuilding' du SPF Intérieur" (n° 12854).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



36. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Intérieur sur "l'arrestation fortement médiatisée d'une personne d'origine marocaine à proximité de la gare de Bruxelles-Midi" (n° 13050).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les échauffourées qui ont éclaté après le match de football Germinal Beerschot-Club de Bruges" (n° 12948).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les agents de police inexpérimentés dans les grandes villes" (n° 12949).

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "les agents de police inexpérimentés dans les grandes villes" (n° 12983).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les nouveaux locaux d'interrogatoire" (n° 12950).

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "l'enregistrement des interrogatoires" (n° 12984).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

40. Question de Mme Katrien Partyka au ministre de l'Intérieur sur "la délivrance d'autorisations pour l'importation, l'exportation et le transit de substances radioactives" (n° 12962).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

41. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité dans le centre d'Ath" (n° 12967).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

42. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "l'imputation, par la police fédérale, aux zones locales du coût du personnel détaché" (n° 12986).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

43. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le projet pilote relatif à l'utilisation par la police de caméras vidéo frontales" (n° 13055).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

44. Question de M. Éric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "l'avancement de la réforme des services incendie et son timing" (n° 12999).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



45. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice et au ministre de l'Intérieur sur "le droit de vote des détenus" (n° 13048).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

46. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la mesure d'ordre prise contre le commissaire général, M. Koekelberg" (n° 13053).

- Question de M. André Frédéric au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice sur "le réajustement des compétences du commissaire général de la police fédérale et ses conséquences ainsi que la proposition concernant le poste d'officier de liaison de la Belgique à Europol qui lui a été faite" (n° 13076).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

47. Question de M. Éric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "les relations entre l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et les organismes agréés en contrôle de sécurité nucléaire" (n° 13091).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

48. Question de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "les attaques persistantes contre les bus de De Lijn" (n° 13101).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

49. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Intérieur sur "le nombre d'agents de police de la ville de Gand" (n° 13103).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

50. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de l'Intérieur sur "le respect des règles démocratiques relatives à l'affichage électoral" (n° 13107).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 13 mai 2009.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

Projet de loi modifiant le Code judiciaire visant à supprimer la mise à charge automatique de l'entière des dépens à la partie demanderesse en cas de requête unilatérale en divorce - Transmis par le Sénat, n°s 1803/1 à 3.

(Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

Amendements de Mmes Marghem, Nyssens, Déom et Lahaye-Battheu.



Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 3.

Amendements de M. Terwingen et de Mme Déom.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n° 1706/1.

(Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem).

Audition de :

- M. Patrick Senaeve, professeur à la "KULeuven";

- M. Alain-Charles Van Gysel, professeur à l'ULB;

- M. Edgar Boydens, avocat, administrateur de l'"OVB";

- M. Guy Hiernaux, avocat, représentant de l'OBF.

Prochaine réunion : mercredi 13 mai 2009.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 6 MAI 2009**

1. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "le financement de la future installation des services de la protection civile à Gembloux" (n° 13098).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

2. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les graves dysfonctionnements au sein du SPF Finances" (n° 13025).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du SPF Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'Etat à la Modernisation du SPF Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "les exigences de capital plus strictes des sociétés d'assurances" (n° 13105).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du SPF Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.



4. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la dotation allouée au Conseil supérieur de la Justice, n° 1936/1 - Amendé par le Sénat sous la législature précédente et relevé de caducité.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

5. Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour, n° 1937/1 - Amendé par le Sénat sous la législature précédente et relevé de caducité.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Un amendement a été déposé par MM. de Donnea, Van Biesen, Brotcorne, Van der Maelen, Mathot et De Potter.
- La discussion a eu lieu.
- L'article 1^{er} a été adopté à l'unanimité.
- L'amendement n° 1, visant à remplacer l'article 2, a été adopté par le même vote.
- Par dérogation à l'article 82 du Règlement de la Chambre, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé, a été adopté par le même vote.

6. Projet de loi modifiant le Code des Impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les déclarations aux impôts, n° 1957/1.

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.
- La discussion a eu lieu.
- L'article 1^{er} a été adopté par 10 voix et 2 abstentions.
- Les articles 2 à 7, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été successivement adoptés par 8 voix et 4 abstentions.

7. Interpellations jointes :

- Interpellation de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'échec de la lutte contre la fraude fiscale, imputable aux retards dans la mise en oeuvre du projet Data Warehouse" (n° 316).
- Interpellation de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet Data Warehouse" (n° 319).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Jan Jambon et Dirk Van der Maelen.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Luk Van Biesen, Christian Brotcorne, Guy Coëme et Jenne De Potter et Mme Josée Lejeune.

8. Question de Mme Maggie De Block au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le statut fiscal du remboursement des réserves des assurances contre les petits risques pour les travailleurs indépendants" (n° 12789).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la négligence des autorités fédérales en ce qui concerne les travaux élémentaires de conservation au Jardin botanique de Meise" (n° 12804).



- Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le Jardin botanique national de Meise” (n° 12836).

- Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les travaux urgents et nécessaires au Jardin botanique national” (n° 12903).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes de délais au sein de l’administration du cadastre d’Enghien” (n° 12812).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la vente du palais de justice de Furnes (n° 12850).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le palais de justice à Furnes” (n° 13052).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nouvelle garantie de l’État pour le Holding communal” (n° 12862).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les points de vue généraux de la commission de ruling” (n° 12871).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le non-remboursement par Fortis Banque de 5,2 milliards d’euros à l’État belge” (n° 12872).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’indemnité de départ perçue par l’ancien CEO de la banque Dexia” (n° 12873).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déduction des intérêts notionnels” (n° 12963).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



17. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les négociations relatives à l'échange de données concernant des épargnants étrangers” (n° 12977).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nouvelle structure du SPF Finances” (n° 13016).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conditions en matière de déductibilité des frais de garde d'enfants” (n° 13028).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de Mme Katrien Partyka au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la commission de conciliation pour l'assurance soins de santé” (n° 13044).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la commission de conciliation pour l'assurance soins de santé” (n° 13104).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question (de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la TVA appliquée aux interprètes sociaux” (n° 13051).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la perception des amendes pénales” (n° 13090).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de Mme Florence Reuter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'augmentation du forfait déductible des accueillantes d'enfants indépendantes” (n° 13094).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 13 mai 2009.



Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ **JEUDI 7 MAI 2009**

1. Projet de loi modifiant les articles 199ter et 212 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 52-1916/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- La décision est reportée.

2. Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les déclarations aux impôts, n° 52-1957/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 15 jours.

3. Projet de loi-programme, n° 52-1967/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

Suivi des missions à l'étranger

COMMISSION CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ **JEUDI 7 MAI 2009**

Missions belges à l'étranger et plus particulièrement en Afghanistan.

- Continuation de l'échange de vues.



SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ JEUDI 7 MAI 2009, APRES-MIDI (096)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, n^{os} 1938/1 à 3.

Le projet de loi (n° 1938) est adopté par 112 voix et 26 abstentions

2. Projet de loi modifiant les articles 199ter et 212 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n^{os} 1916/1 à 4.

Le projet a pour objet de parfaire la réforme des incompatibilités et interdictions relatives à l'exercice d'un mandat de membre du conseil d'administration ou du comité de direction d'Infrabel ainsi pour les cadres du service spécialisé en charge des fonctions « essentielles » contenue dans le titre IX de la loi du 22 décembre 2008 portant dispositions diverses.

Le projet de loi (n° 1916) est adopté par 98 voix et 39 abstentions

3. Proposition de résolution (MM. Ludo Van Campenhout et Willem-Frederik Schiltz et Mme Ine Somers) relative au lancement de projets pilotes « ecocombis », n^{os} 727/1 à 3.

La proposition de résolution (n° 727) est adoptée par 111 voix contre 23 et 2 abstentions



4. Proposition de résolution (M. David Geerts et Mme Colette Burgeon) relative à l'amélioration de l'accessibilité des transports en commun, n^{os} 76/1 à 5.

La proposition de résolution (n° 76) est adoptée à l'unanimité des 138 votants

5. Proposition de résolution (Mme Linda Musin, MM. Bruno Van Grootenbrulle et Jean Cornil et Mme Colette Burgeon) visant à promouvoir un usage économe et responsable des véhicules fonctionnant à l'énergie fossile, n^{os} 1450/1 à 4.

La proposition de résolution (n° 1450) est adoptée à l'unanimité des 137 votants

QUESTIONS ORALES

Les test gratuits de qualité des drogues illégales

Questions jointes de :

- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1044)
- M. Pierre-Yves Jeholet (MR) (n° P1045)
- M. Thierry Giet (PS) (n° P1046)
- M. Flor Van Noppen (N-VA) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1047)

La Monnaie royale de Belgique

Question de :

Mme Mia De Schamphelaere (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1043)

L'attitude du parquet de Bruxelles en matière d'exécution des peines

Questions jointes de :

- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1048)
- M. Bart Laeremans (VB) au ministre de la Justice (n° P1049)

L'indemnisation des victimes de Ghislenghien

Question de :

Mme Marie-Christine Marghem (MR) au ministre de la Justice (n° P1050)



Les faillites

Question de :

M. Hans Bonte (sp.a) au premier ministre (n° P1051)

L'importation de bœuf américain

Question de :

M. Josy Arens (cdH) à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique (n° P1052)

L'accès au crédit pour les PME

Question de :

M. Philippe Henry (Ecolo-Groen!) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P1053)

Les interventions des F-16 belges en Afghanistan

Questions jointes de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1054)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1055)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) au ministre de la Défense (n° P1056)

La lutte menée par la Belgique contre la mortalité maternelle

Question de :

Mme Hilde Vautmans (Open Vld) au premier ministre (n° P1057)

La durée de validité de la carte d'identité électronique

Questions jointes de :

- M. Xavier Baeselen (MR) (n° P1058)
- M. Roel Deseyn (CD&V) au ministre de l'Intérieur (n° P1059)



Les normes de bruit à l'aéroport de Bruxelles-National

Questions jointes de :

- Mme Ine Somers (Open Vld) (n° P1060)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P1061)

Le groupe d'experts

Questions jointes de :

- M. Alain Mathot (PS) (n° P1062)
- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale (n° P1063)

Les effets de la nouvelle loi sur le divorce

Question de :

Mme Clotilde Nyssens (cdH) au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice (n° P1064)

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE

Le président de la Chambre salue à la tribune son excellence Abbas Bonfoh, président de l'Assemblée nationale de la République togolaise.

COMMUNICATION

Par lettre du 20 avril 2009, M. Dirk Vijnck faisait savoir qu'il démissionnait du groupe LDD.

Par lettre du 21 avril 2009, M. Bart Tommelein, président du groupe Open Vld, communiquait que M. Dirk Vijnck faisait partie de son groupe à partir du 23 avril 2009.

Par lettre du 4 mai 2009, M. Dirk Vijnck m'a informé qu'il retire sa lettre du 20 avril 2009 et qu'il décide de rejoindre à nouveau le groupe LDD.

Par lettre du 4 mai 2009, M. Jean Marie Dedecker, président du groupe LDD, a confirmé l'appartenance de M. Dirk Vijnck à son groupe politique.



Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 6 mai 2009, je constate que le groupe LDD est composé de cinq membres et qu'il remplit donc la condition prévue à l'article 11, point 2, du Règlement pour être un groupe politique reconnu.

Dès lors, je lève les mesures conservatoires prises à la suite de la réception de la lettre du 20 avril 2009 de M. Dirk Vijnck, celles-ci étant sans objet.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Peter Vanvelthoven (sp.a) au premier ministre sur « l'absence de politique fédérale et la nécessité d'organiser également des élections fédérales le 7 juin 2009 » (n° 317)
(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 27 avril 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 317/001)

- une motion de recommandation par Peter Vanvelthoven (sp.a)
- une motion pure et simple par Josy Arens (cdH), André Frédéric (PS), Michel Doomst (CD&V) et Dirk Vijnck (Open Vld)

La motion pure et simple est adoptée par 87 voix contre 48 et 2 abstentions

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « le crédit à l'exportation à l'entreprise belge Dredging International pour des travaux de dragage dans le cadre du projet portuaire de Dhamra » (n° 297)
- M. Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur « le crédit à l'exportation à l'entreprise belge Dredging International pour des travaux de dragage dans le cadre du projet portuaire de Dhamra » (n° 298)
(développées en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 28 avril 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 297/001)

- une motion de recommandation par Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Kattrin Jadin (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 92 voix contre 35 et 3 abstentions

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur « la situation en Birmanie et la nécessité de préparer la position de la Belgique pour le renouvellement de la position commune européenne » (n° 301)
(développées en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 28 avril 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 301/001)

- une motion de recommandation par Juliette Boulet (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Hilde Vautmans (Open Vld) et Kattrin Jadin (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 80 voix contre 50 et 8 abstentions

4. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Francis Van den Eynde (VB) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur « la participation de la Belgique au sommet sur l'antiracisme qui se tiendra à Genève en avril 2009 » (n° 320)
(développées en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 28 avril 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 320/001)

- une motion de recommandation par Rita De Bont (VB) et Francis Van den Eynde (VB)
- une motion pure et simple par Denis Ducarme

La motion pure et simple est adoptée par 85 voix contre 49 et 2 abstentions

5. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bert Schoofs (VB) au ministre de la Justice sur « la situation dans les prisons et les signaux d'alarme lancés par les agents pénitentiaires en ce qui concerne une révolte imminente » (n° 315)
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 29 avril 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 315/001)

- une motion de recommandation par Peter Logghe (VB) et Bert Schoofs (VB)
- une motion pure et simple par Raf Terwingen (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 85 voix contre 50 et 2 abstentions



COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

VOUS POUVEZ CONSULTER LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE : WWW.LACHAMBRE.BE, SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ MERCREDI 6 MAI 2009

VENDREDI 8 MAI 2009: CELEBRATION DE LA FIN DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

2500 élèves de la Belgique entière réfléchissent sur la démocratie et la tolérance. Au parlement fédéral, 120 élèves venant des trois communautés se réunissent pour échanger des propos avec des témoins de la Deuxième guerre mondiale.

La Chambre et le Sénat offrent la possibilité à 120 élèves (des 5^e et 6^e années du secondaire) d'entamer une discussion avec des témoins de la Deuxième guerre mondiale.

Les élèves proviennent du Leonardo Lyceum d'Anvers, du Collège Notre-Dame de Bon Secours de Binche, du Collège Notre-Dame de la Paix d'Erpent et de l'Ecole Secondaire Père Damien d'Eupen.

Ils débutent par un échange d'idées en petits groupes avec des témoins. Dans la Chambre, il s'agit de Lydia Chagoll, Paul Sobol et de Jacques Lambert. Au Sénat, Simon Gronowski, Jacques Frydmann, Paul Baeten et Frans Storms prendront la parole.

Ensuite aura lieu un débat dans les deux hémicycles, présidés par les présidents de la Chambre et du Sénat. Aux débats en plénière, des parlementaires de différents groupes prendront part.

Au programme, il y aura également une promenade à thème dans Bruxelles. Les jeunes visiteront les lieux où l'histoire sanglante de la Répression et de la Résistance s'est déroulée.

La journée de la démocratie est une initiative de l'asbl « Instituut Eduard Meys », en collaboration avec des dizaines d'organisations, dont le Musée Juif de la Déportation et de la Résistance et Les Territoires de la Mémoire.

La promenade à thème est organisée par l'asbl Polymnia.

Vous êtes cordialement invités à fêter la fin de la Deuxième guerre mondiale à la Chambre.





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 4-539/2 (SÉNAT)
52 1018/2 (CHAMBRE) DU 30 MARS 2009

Rapport sur les transposition des directives européennes en droit belge

- 52 1956/001 (CHAMBRE)
4-1242/1 (SÉNAT) DU 23 AVRIL 2009

Rapport sur le Conseil européen de Chefs d'État et de Gouvernement – Bruxelles, 19 et 20 mars 2009

- 52 1966/001 (CHAMBRE)
4-1295/1 (SÉNAT) DU 30 AVRIL 2009

Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques. Élections du Parlement européen et des parlements de communauté et de région du 7 juin 2009.

Réglementation de la campagne électorale et limitation, déclaration et contrôle des dépenses électorales.

- 52 1967/001 DU 4 MAI 2009

Projet de loi-programme

Bulletin des questions et réponses :

- 52/057 DU 14 AVRIL 2009

Questions et réponses écrites



- 52/058 DU 20 AVRIL 2009
Questions et réponses écrites

- 52/059 DU 27 AVRIL 2009
Questions et réponses écrites



CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 8 MAI 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 8 mai 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

ARMES À SOUS-MUNITIONS

Assentiment à la Convention sur les armes à sous-munitions.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministres des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur les armes à sous-munitions (faite à Dublin le 29 mai 2008 et ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008).

La Belgique, premier pays à avoir interdit les armes à sous-munitions dans sa législation interne, s'était résolument engagée dans le processus de négociation, en recherchant un résultat aussi ambitieux que possible.

En effet, pour contribuer directement à la protection des populations civiles dans les zones de conflit, la Convention devait contenir des avancées importantes et concrètes, tant en ce qui concerne la définition des armes interdites, qui devait être suffisamment large, de l'assistance aux victimes, de la destruction des stocks et du nettoyage des zones contaminées. Elle devait également recueillir l'adhésion d'une masse critique de pays, pour s'imposer en tant que norme reconnue du droit international humanitaire.



L'assistance aux victimes et la destruction des stocks, qui constituent maintenant des éléments essentiels de la Convention, avaient fait l'objet d'échanges de vues et d'expériences associant les experts et les différentes parties prenantes lors de la Conférence européenne du 30 octobre 2007, organisée à Bruxelles à l'initiative du gouvernement belge.

La Belgique s'est aussi activement efforcée de convaincre autant de pays que possible, d'abord de participer au processus de négociations, puis de signer la Convention et enfin de la ratifier.

La Convention interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions, en prenant comme critère d'interdiction les dommages inacceptables causés aux populations civiles. Les armes interdites frappent indistinctement les civils et les militaires pendant le conflit et laissent des restes explosifs de guerre qui causent encore des morts et des blessés, essentiellement des civils, après que le conflit lui-même a pris fin. La Convention établit également un cadre pour la coopération internationale, l'assistance aux victimes et à leurs communautés, le nettoyage des zones contaminées, l'éducation aux risques et la destruction des stocks d'armes à sous-munitions interdites. Les délais prévus pour l'achèvement du nettoyage des zones contaminées et de la destruction des stocks sont respectivement de huit et de dix ans.

La structure de la Convention et son contenu sont largement inspirés de la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnel, qui s'est affirmée au fil des années comme la référence en la matière. Néanmoins, la Convention sur les sous-munitions a tiré profit de l'expérience acquise, et l'assistance aux victimes fait désormais l'objet de dispositions spécifiques et détaillées. Dans ce domaine, les Etats parties prennent des engagements fermes, assortis d'un mécanisme de suivi.

Les sous-munitions présentent d'autre part un certain nombre de spécificités, qui ont conduit les négociateurs à préciser davantage certaines dispositions, notamment pour régler de manière détaillée la question des relations avec les Etats non parties à la Convention.

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE

Ratification du protocole relatif à l'évaluation environnementale stratégique.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à un protocole relatif à l'évaluation environnementale stratégique (adopté à Kiev, Ukraine, le 21 mai 2003).

Il s'agit d'un protocole relatif à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un environnement transfrontalier (convention d'Espoo).

Le protocole établit une obligation à charge des Etats Parties d'organiser une évaluation de l'impact sur l'environnement de projets de plan ou de programme qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et ce avant leur adoption.

Ce protocole est largement inspiré de la directive 2001/42/CE (du Parlement et du Conseil du 27 juin 2001) relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Cette directive a été transposée au niveau fédéral par la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement.



EXCLUSION SOCIALE

2010 : Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

2010 sera l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Afin de planifier au mieux les actions de sensibilisation, participations et événements pour l'année prochaine, le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté Jean-Marc Delizée et la ministre de l'Intégration sociale Marie Arena ont présenté au Conseil des ministres le projet de Programme national, ainsi que les budgets qui y seront affectés. L'Europe accordera à la Belgique 307.329 euros pour cette action ; la Belgique devra également dégager 307.329 euros (Etat fédéral et entités fédérées).

Le Programme national prévoit une série d'activités autour d'un thème central : *la lutte contre la pauvreté est l'affaire de tous*. Il se base sur le rapport stratégique en matière de protection sociale et inclusion 2008-2010 qui identifie les défis sociaux les plus importants pour la Belgique : inclusion active, lutte contre le sans-abrisme et pour le logement durable, lutte contre la pauvreté des enfants. La Belgique clôturera cette année européenne par un grand événement.

Le Conseil des ministres a marqué son accord sur le contenu du programme et son cofinancement avec l'Europe.

BIOCARBURANTS

Obligation pour les sociétés pétrolières d'offrir une certaine quantité de biocarburants.

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi (relatif à une obligation de mise sur le marché de carburants contenant des biocarburants au prorata des carburants fossiles mis sur le marché) qui oblige les sociétés pétrolières à incorporer 4 % de biocarburants dans les carburants routiers qu'ils mettent sur le marché.

Cette proposition rencontre les objectifs européens en matière d'encouragement de l'utilisation de biocarburants pour les transports. La directive 2003/30/CE (du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports) impose en effet aux Etats membres l'obligation d'offrir un certain volume de biocarburants et autres carburants renouvelables. Pour la Belgique, l'objectif à atteindre pour 2010 est de disposer de 5,75 % de carburants durables.

Des diminutions des accises avaient déjà été incorporées dans la loi pour promouvoir les biocarburants durables mais sans résultat satisfaisant. C'est pourquoi le Conseil des ministres a décidé d'obliger les sociétés pétrolières à fournir une quantité déterminée de biocarburants pendant une période de référence déterminée.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.





ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0323 Infrastructure**

Interpellation de M. Jan MORTELMANS au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur « le rapport de l'Institut belge pour la Sécurité routière sur les accidents impliquant des camions ».

➤ **0324 Défense nationale**

Interpellation de M. David GEERTS au ministre de la Défense nationale sur « le voyage en Chine de 50 majors ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: « publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

➤ **DOC 52 1904/002 DU 30 AVRIL 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 46.328/2 du 22 avril 2009 sur la proposition de loi limitant drastiquement le nombre de collaborateurs au sein des cellules stratégiques ministérielles.

➤ **DOC 52 1856/003 DU 5 MAI 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 46.318/4 du 22 avril 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne le recours à l'alcolock.





ADDENDA





AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	.....	.....
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	.....	.....
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	.....	.....
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	.....	.....
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	.....	.....
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	.....	.....
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	.....	.....
Parlamentum Belgicum – Livre de photographies	4,00	.....	.....
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5,00	.....	.....
« Le Parlement » (iconographie)	2,50	.....	.....
« Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene)	30,00	.....	.....
Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie	2,50	.....	.....
Brochure « Dessins satiriques »	2,00	.....	.....
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	.....	.....
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	.....	.....
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	.....	.....

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants
– 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	40,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		